

# Conséquences et leçons d'un virus

**Thierry DE MONTBRIAL**

Les Européens s'apprêtent à prendre leurs vacances à un moment où la pandémie de COVID-19 semble s'éloigner d'eux, malgré les *clusters* qui apparaissent ici ou là. Pour autant, nous ne sommes pas à l'abri d'une prochaine vague. Après tant de discours imprudents, plus personne n'ose d'ailleurs émettre des prévisions trop précises. En tous cas, toute accalmie confirmée se prête à des réflexions plus larges tant sur les conséquences de la catastrophe que sur les dysfonctionnements qui l'ont permise.

D'une façon générale, la plupart des commentateurs s'accordent pour dire que, dans tous les domaines, la crise a agi comme un catalyseur, voire comme un révélateur de tendances préexistantes. Ainsi, dans l'économie, certaines entreprises déjà menacées comme dans la grande distribution vont-elles disparaître plus rapidement. Partout, les chaînes de production seront à la fois raccourcies et diversifiées pour réduire les risques, politiques ou autres, de ruptures d'approvisionnement. Beaucoup d'activités seront relocalisées. Dans le même ordre d'idées, les échanges se feront moins à flux tendus. On peut également prévoir, au-delà des précautions sanitaires, un ralentissement du trafic aérien international ou même national au profit des échanges par visioconférences, que d'innombrables entreprises ont appris à pratiquer à l'occasion du confinement. D'un autre point de vue, on doit s'attendre au renforcement de la politisation de l'économie internationale, c'est-à-dire à une accentuation de la corrélation entre géopolitique, géostratégie et géoéconomie. Le tout formant une sorte de « géo » à la puissance trois. Les États s'attacheront de plus en plus ouvertement à protéger celles de leurs entreprises qu'ils considéreront comme « stratégiques », ou tout au moins des points jugés critiques de leurs activités. Le droit à la concurrence s'en trouvera bouleversé. Je pense par exemple à la probable course pour les subventions entre Boeing et Airbus, avec en arrière-plan la montée d'un avionneur chinois. Les investissements directs et les mouvements de population seront de plus en plus contrôlés.

**Thierry de Montbrial**  
*est le fondateur et  
président de l'Ifri.*

Les opinions exprimées  
dans ce texte n'engagent  
que la responsabilité de  
l'auteur.

ISBN : 979-10-373-0203-8

© Tous droits réservés,  
Paris, Ifri, 2020.

## Comment citer cette publication :

Thierry de Montbrial,  
« Conséquences et  
leçons d'un virus »,  
*Éditoriaux de l'Ifri*, Ifri,  
1<sup>er</sup> juillet 2020.

## Ifri

27 rue de la Procession  
75740 Paris Cedex 15  
Tél. : (0)1 40 61 60 00  
E-mail : [accueil@ifri.org](mailto:accueil@ifri.org)

Site internet :  
[www.ifri.org](http://www.ifri.org)

Ces quelques remarques ne prétendent évidemment pas à l'exhaustivité. Elles ne font qu'illustrer un retour partiel vers la forme prémoderne de l'économie internationale, selon laquelle on échange essentiellement les biens, alors que les facteurs de production (le capital et le travail dans la typologie classique) sont peu mobiles. Ainsi l'OMC est-elle l'Organisation mondiale du *commerce*, et non pas des échanges économiques en général. Toutes ces transformations se traduiront dans bien des pays par une augmentation du chômage de transition plus rapide que ce à quoi on pouvait s'attendre avant la pandémie.

Certes, l'ouverture sans précédent des vannes de la monnaie partout dans le monde a permis d'éviter le pire, c'est-à-dire les faillites en chaîne d'entreprises structurellement viables et à la limite le cauchemar de l'effondrement comme un château de cartes de toute l'économie mondiale. Un peu comme ce qu'a vécu la Russie dans les années 1990, mais à l'échelle planétaire. On n'ose penser à ce qui s'en serait suivi. Une fois de plus, la communauté des Banques centrales a remarquablement réagi. Mais les meilleures actions ont leur face négative : en l'occurrence, l'explosion des dettes publiques. Ce qui est véritablement inédit dans cette affaire est la simultanéité du phénomène partout dans le monde, mais aussi et peut-être surtout le fait que cela se soit produit après une période de stabilité des prix d'une durée exceptionnelle. Cette stabilité me semble due à l'accroissement de la pression concurrentielle, notamment sur les salaires dans les pays développés en conséquence de l'ouverture de l'immense réservoir de main-d'œuvre des pays émergents. Avec une démondialisation même partielle, la vraie inflation ou la stagflation, celle dont les Européens – au moins de l'Ouest – ont oublié les conséquences néfastes, pourrait revenir dans les pays occidentaux. En même temps, dans le reste du monde privé en partie de ses débouchés, les difficultés sociales augmenteraient également. Rien n'est plus facile que de construire sur le papier un modèle mathématique produisant l'illusion de la viabilité d'une dette perpétuelle et mes amis macroéconomistes ne s'en privent pas. Encore faut-il ne pas avoir la naïveté d'y croire. La conclusion est qu'il faudra un surcroît de coopération économie internationale innovante.

Cette remarque me conduit à revenir sur la question de la gouvernance mondiale. Celle-ci était déjà mise à mal bien avant la pandémie, en raison d'une perte de confiance généralisée exacerbée

par le laisser-aller dans le comportement de nombre de dirigeants politiques. À commencer par le chef de l'État le plus puissant du monde, dont on attendrait au contraire qu'il donne l'exemple. Sans doute le recours systématique à l'insulte ou à la désignation de boucs émissaires fait-il partie de l'arsenal des leaders populistes. Il est également vrai que l'émergence des réseaux sociaux a banalisé les invectives, les *fake news* et le retour à la loi de la jungle, où le bon sauvage cher à Rousseau n'a guère sa place. Mais si le champ international devenait une foire d'empoigne où l'émotion écraserait la raison, alors qu'objectivement la coopération internationale paraît plus nécessaire que jamais, le risque d'une sorte de troisième conflit mondial deviendrait sérieux.

La pandémie a indirectement donné un coup d'accélérateur à la dégradation des relations sino-américaines et à l'affaiblissement du multilatéralisme, alors qu'elle aurait dû conduire les principaux États de la planète à affronter leurs responsabilités conjointes. Le surgissement d'un phénomène susceptible de provoquer une pandémie illustre parfaitement la notion d'effet papillon, lorsqu'une cause minuscule provoque des conséquences immenses. La détection précoce d'un tel phénomène, la collecte et l'interprétation des données correspondantes, l'accès à ces données et leur partage, l'organisation nationale et internationale de la prévention face à ces types de risques (sanitaires en l'occurrence, mais aussi financiers ou autres), la répartition des responsabilités qui en découlent, la détermination de qui finance quoi et de qui a un droit au regard sur quoi : telles sont quelques-unes des questions inévitables face à un monde de plus en plus interdépendant et complexe, dans lequel par conséquent les effets papillon sont voués à proliférer. Il est facile d'accuser la Chine et l'on a effectivement de bonnes raisons de s'interroger à son sujet, ou encore de fustiger l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Cette dernière a les défauts de bien des organisations internationales dont la parole confine à la langue de bois dès qu'on s'écarte des balises. L'OMS a une action normative, mais elle n'exerce aucun pouvoir direct sur ses pays membres (en particulier, aucun droit d'accès direct à ses données) et ne dispose d'aucune structure préventive lui permettant d'agir en cas d'urgence. Son directeur général n'a pas plus de troupes que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU). Les organisations sont indispensables pour donner consistance à la coopération

internationale. Encore faut-il que leurs missions soient définies sans ambiguïtés et qu'elles jouissent de délégations de pouvoir adaptées à l'exercice de ces missions. À cet égard, l'institution la plus exemplaire est le Fonds monétaire international (FMI). Mais force est de constater qu'actuellement les principales puissances de la planète manifestent la conception la plus étroite de la souveraineté. C'est de mauvais augure face à la multiplication des risques qui se profilent à l'horizon.

Malgré tout, je souhaite terminer sur une note optimiste. Plongé depuis longtemps dans la vie internationale, je suis moins frappé par l'ampleur des drames de l'histoire que par leur limitation. Puisque l'actualité favorise les métaphores médicales, je dirai que malgré les apparences, le système immunitaire de la société internationale ne fonctionne pas si mal. Globalement, au cours des trois derniers mois, après un démarrage inquiétant, la qualité de la réponse européenne m'a paru au-dessus de toutes les espérances. Et dans l'affrontement entre les États-Unis et la Chine, je suis prêt à parier que les forces de la raison l'emporteront sur les pulsions. Le plus difficile, pour ces deux puissances, sera d'admettre l'absolue nécessité, dans les prochaines décennies, d'un minimum de partage de la souveraineté, sans lequel le multilatéralisme sera de plus en plus lettre morte. C'est alors que les grandes guerres redeviendraient possibles.

Il me reste à vous souhaiter le meilleur été possible et à vous donner rendez-vous fin août pour ma prochaine lettre.